

# INVESTIR POUR L'AVENIR

éducation maintenant: Dossier de campagne



## Obtenir des avancées pour le financement de l'ODD4 :

Campagne pour la hausse du financement intérieur de l'éducation

INVESTIR POUR  
L'AVENIR  
ÉDUCATION MAINTENANT



# UTILISER CE DOSSIER DE CAMPAGNE :

## Pour qui ? Et pourquoi le lancer maintenant ?

Ce dossier a été lancé dans le cadre de la campagne « Investir pour l'avenir, l'éducation maintenant » et s'inscrit dans les efforts déployés actuellement pour obtenir de nouvelles promesses de financement des systèmes d'éducation publique auprès des pays en développement et des pays donateurs. Le but est de doter les acteurs de la société civile dans les pays du Sud d'outils pour pousser les pays en développement à prendre de nouveaux engagements ambitieux en vue de financer l'éducation publique gratuite, équitable, inclusive et de qualité pour tous. Le lancement de ce dossier de campagne à trois mois de la conférence de reconstitution des ressources 2020 du Partenariat mondial pour l'éducation vise à mobiliser la société civile autour de cette occasion unique de réaliser une percée financière en faveur de l'éducation. Il contient une présentation générale de la campagne, des outils pour aider les activistes à préparer leurs propres campagnes et des liens vers des informations complémentaires sur les sujets concernés.

La CME a préparé ce dossier en priorité pour ses membres, mais nous espérons qu'il sera utile aussi à d'autres alliés et partenaires. Nous sommes convaincus qu'en travaillant ensemble, en nous exprimant d'une voix unifiée et en associant nos messages, nous ajouterons de la puissance à notre campagne. Rejoignez la campagne « Investir pour l'avenir : l'éducation maintenant » pour contribuer à inverser le cours de la crise du financement de l'éducation. Ensemble, nous pouvons faire de l'éducation équitable, inclusive et de qualité pour tous une réalité concrète.



**Pour en savoir plus, poser des questions ou nous informer de vos projets, n'hésitez pas à écrire au Secrétariat de la CME, à l'adresse: [campaigns@campaignforeducation.org](mailto:campaigns@campaignforeducation.org) ou [policyadvocacy@campaignforeducation.org](mailto:policyadvocacy@campaignforeducation.org)**

# CONTEXTE DE LA CAMPAGNE ET INFORMATIONS

## La campagne « Investir pour l'avenir : l'éducation maintenant »

Le droit à l'éducation est inscrit dans de nombreux traités et instruments internationaux – et dans la plupart des Constitutions nationales. En 2015, des chefs d'État du monde entier se sont engagés à assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et à promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie d'ici à 2030. Tout aussi important, ils ont également ratifié le cadre d'action Éducation 2030 qui comprenait des engagements financiers et un appel au financement de la communauté internationale.

Pourtant, en ce moment, nous sommes confrontés à une crise mondiale de l'éducation. Selon le rapport mondial de suivi de l'éducation (RMS), la réalisation d'une éducation préprimaire, primaire et secondaire universelle – de bonne qualité – dans les pays à revenu faible et intermédiaire (tranche inférieure) nécessitera au total 340 milliards de dollars par an. Le rapport 2017-2018 du RMS Rendre des comptes en matière d'éducation : Tenir nos engagements remarque qu'entre 2013 et 2016, les dépenses sont inférieures, dans un pays sur quatre, à la recommandation internationale préconisant d'allouer à l'éducation 4 % du PIB et au moins 15 % des dépenses publiques totales. Le rapport signale aussi que l'aide à l'éducation versée aux pays à revenu faible et à revenu intermédiaire (tranche inférieure) devrait être multipliée par six par rapport au niveau de 2012. Pourtant, en 2015, le montant total de l'aide à l'éducation était inférieur de 4 % à celui de 2010, en dépit d'une augmentation globale de l'aide de 24 % sur la même période. Pire encore, les pays à revenu faible ont reçu 19 % de l'aide totale à l'éducation et 23 % de l'aide à l'éducation de base en 2015, une baisse de 21 % et 29 % respectivement par rapport à 2014. À l'échelon régional,

l'Afrique subsaharienne qui compte plus de la moitié des enfants non scolarisés dans le monde, a perçu 26 % de l'aide à l'éducation de base en 2015, soit moins de la moitié du niveau de 2002. L'aide humanitaire à l'éducation a enregistré une hausse de plus de 50 % en 2016, avec 303 millions de dollars US, mais le financement de l'éducation dans les situations d'urgence reste insuffisant à 2,7 % du total.

À moins d'un tournant radical dans le financement de l'éducation, nous aurons au moins 50 ans de retard par rapport aux ambitions courageuses de l'ODD4 et du programme Éducation 2030 pour parvenir à une éducation inclusive de qualité pour tous d'ici 2030.

La CME estime que les années 2017 et 2018 seront cruciales pour redoubler nos efforts collectifs en vue de réaliser l'ambitieuse vision du cadre d'action Éducation 2030. **C'est pourquoi, en 2017, afin de rassembler les ressources requises pour la réalisation de l'ODD4, la Campagne mondiale pour l'éducation a lancé une campagne sur le financement de l'éducation intitulée « Investir pour l'avenir : l'éducation maintenant ».**

Au travers de cette campagne, la CME lance un appel à l'action dans le but de provoquer une évolution significative du financement de l'éducation, par l'augmentation de l'aide et du financement intérieur, afin d'atteindre les objectifs de l'ODD4 et du programme Éducation 2030. Nous exhortons les gouvernements à déployer davantage d'efforts pour combler les immenses déficits de financement de l'éducation, pour lutter contre la stagnation de l'aide à l'éducation et l'insuffisance des financements intérieurs de l'éducation dans les pays à revenu faible et à revenu intermédiaire.

La campagne « Investir pour l'avenir : l'éducation maintenant » a publié un appel mondial à l'action comprenant trois éléments majeurs (les « piliers » de la campagne) associés à des objectifs et des cibles. Ces trois piliers de la campagne visent à obtenir :

1. l'augmentation des ressources intérieures ;
2. l'augmentation des contributions bilatérales et multilatérales ;
3. une action mondiale pour la réforme des systèmes d'imposition et la justice fiscale.

Les trois piliers exigent que les gouvernements, les donateurs et la communauté internationale prennent des mesures audacieuses pour financer les ambitions courageuses de l'ODD4 et du programme Éducation 2030. La CME est déterminée à mobiliser l'ensemble du mouvement en vue d'obtenir des engagements dans ces trois domaines, avec des actions de campagne dirigées vers différentes cibles, organisées au niveau national, régional et mondial à différents moments, et focalisées sur diverses opportunités.

La campagne s'efforce clairement d'adopter une approche pluridimensionnelle et de s'adapter aux divers contextes nationaux ou régionaux, tout en rassemblant une multitude d'activités ou d'actions de campagne de petite envergure au sein d'une démarche unique. Elle cherche aussi à rapprocher le mouvement de la CME et d'autres acteurs de la société civile, y compris de nouveaux partenaires tels que les organisations de défense de la justice fiscale dans le monde. La CME collaborera aussi bien avec des acteurs de la société civile qu'avec d'autres partenaires comme le Partenariat mondial pour l'éducation pour renforcer les efforts communs de plaidoyer et harmoniser les revendications. **Le présent dossier de campagne est destiné à soutenir en particulier le premier pilier, c'est-à-dire l'augmentation des ressources intérieures, en utilisant la conférence de reconstitution des ressources du Partenariat mondial pour l'éducation en 2018 comme point d'appui pour accélérer le rythme des actions.**



**EN SAVOIR PLUS :** Consultez le document-cadre de la campagne mondiale de la CME  
[Anglais](#) | [Français](#) | [Espagnol](#)  
[Arabe](#) | [Portugais](#)

### ENCADRÉ 1. ACTIONS DÉJÀ ENTREPRISES AU TITRE DE LA CAMPAGNE « INVESTIR POUR L'AVENIR : L'ÉDUCATION MAINTENANT »...

- **Avril 2017** : Avril 2017 : La CME lance un Appel à l'action mondial et détermine le cadre de la campagne après en avoir discuté avec ses partenaires – du Nord comme du Sud.
- **Mai 2017** : La CME dévoile un document de plaidoyer intitulé « Augmenter le financement mondial de l'éducation : engagements courageux et crédibles à réaliser un changement durable » à l'occasion de la rencontre mondiale des pays en développement partenaires (PDP) du PME à Accra.
- **Mai 2017** : Les membres de la CME dans les pays arabes et en Europe de l'Est se réunissent pour planifier leurs actions de campagne sur le financement de l'éducation à l'échelon national et régional – plus d'informations ici.
- **Mai 2017** : Les membres de la CME en Europe et en Amérique du Nord rencontrent leurs partenaires de la société civile et le PME à Londres et à Washington DC pour planifier les actions et les opportunités de plaidoyer au niveau national, et se téléphonent tous les quinze jours après la rencontre.
- **10-23 juin** : La CME noue des partenariats avec l'Alliance mondiale pour la justice fiscale, ITUC-Africa, ActionAid, Oxfam et d'autres partenaires dans le cadre de la semaine mondiale d'action en faveur de la justice fiscale pour les services publics #TaxJustice for #Public Services du 19 au 23 juin 2017. Cette semaine se déroule autour de la Journée mondiale des services publics célébrée le 23 juin. La CME collabore à la préparation des matériels et d'une boîte à outils de campagne pour soutenir les actions de campagne.
- **Juillet 2017** : La CME consulte ses membres en Europe et en Amérique du Nord pour préparer la présentation de la société civile à la déclaration du G20, en incluant l'éducation dans la déclaration finale.
- **Juillet 2017** : Les voix des organisations de la société civile (OSC) se mobilisent dans des événements organisés par ANCEFA, le PME et le groupe « Friends of Education » de la CME en marge du 29<sup>e</sup> sommet de l'Union africaine (UA).
- **Août 2017** : ANCEFA, ActionAid, l'Internationale de l'Éducation et la CME lancent des actions auprès des ambassades, et le forum des OSC de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) exhorte le président Mutharika et les autres dirigeants de la SADC à accroître le financement intérieur de l'éducation. Lire l'article de blog de la CME sur la conférence de la SADC.
- **Septembre 2017** : En Amérique latine et aux Caraïbes, la semaine d'action est lancée par CLADE sur le thème de « la justice fiscale pour financer une éducation publique gratuite pour tous » (¡Financien Lo Justo! Por Una Educación Pública Y Gratuita Para Todas Y Todos). Elle se déroule du 18 au 24 septembre 2017, en même temps que l'Assemblée générale des Nations Unies. Les coalitions nationales se mobilisent autour de la question du financement de l'éducation grâce à la justice fiscale. Plus d'informations ici.
- **Septembre 2017** : La CME, l'IE et l'Alliance mondiale pour la justice fiscale, en collaboration avec ActionAid, RESULTS Educational Fund, Light for the World, Open Society Foundations, le Conseil international d'éducation des adultes et Oxfam organisent un événement sur le « Financement durable de l'éducation » pendant l'Assemblée générale des Nations Unies, afin de construire un mouvement pour stimuler la mobilisation des ressources intérieures. Plus d'informations dans l'article de blog de la CME.
- **Octobre 2017** : ASPBAE organise une rencontre régionale et des plans d'action «de Hanoï à Dakar». Plus d'informations.
- **Octobre 2017** : À tout juste trois mois de la conférence de financement du PME, la CME lance la Convention sur le financement national de l'éducation.

... et ensuite... ?

**Dans les prochains mois, les coalitions nationales et les organisations régionales et internationales de la CME vont intensifier leur campagne collective en vue de la conférence de reconstitution des ressources du PME en février 2018.**

## L'agenda politique de la CME sur le financement intérieur

La demande d'engagements plus ambitieux de la part des pays en développement pour financer l'ODD4 et faire de l'éducation équitable, inclusive et de qualité une réalité pour tous, forme le cœur de la stratégie de la campagne « Investir pour l'avenir ».

Même si le rôle de l'aide est important pour la réalisation de l'ODD4, plus de 97 % des ressources destinées à l'éducation doivent provenir du budget national des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire (tranche inférieure). Actuellement cependant, le financement intérieur de l'éducation est très inférieur à ce qu'il devrait être, en raison de la priorité insuffisante donnée à l'éducation dans l'affectation des ressources intérieures ; à cela s'ajoute la faiblesse ou la nature régressive des systèmes fiscaux qui ne parviennent pas à mobiliser suffisamment de ressources intérieures en faveur de l'éducation. Dans d'autres cas, le financement n'est pas dirigé vers ceux qui en ont le plus besoin, ce qui engendre parfois des systèmes d'éducation inéquitables, où les plus défavorisés et les plus vulnérables ne profitent guère des budgets de l'éducation. Dans la plupart des pays, la société civile (et les autres acteurs) ne dispose pas d'informations suffisantes au sujet des allocations budgétaires et des niveaux de financement actuels pour demander aux gouvernements de rendre des comptes au nom du droit à l'éducation.

En conséquence, la CME appelle à l'action sur plusieurs fronts : pour élargir l'assiette fiscale nationale, dépenser plus (et de manière plus progressive <sup>1</sup>) pour l'éducation, et tenir les gouvernements pour responsables de la prestation des services d'éducation. **Ceci est en lien avec l'agenda de transformation des politiques à long terme et la campagne de la CME visant à augmenter les financements intérieurs pour réaliser le droit à l'éducation et l'ODD ; c'est ce que nous appelons « l'approche des 4S » vis-à-vis du financement intérieur.**



**EN SAVOIR PLUS :** Pour plus d'informations sur les 4S, consultez la boîte à outils publiée en 2016 par la CME pour aider les défenseurs de l'éducation à mieux comprendre cette approche : L'importance du financement : Une boîte à outils sur le financement intérieur de l'éducation. [Anglais](#) | [Français](#) | [Espagnol](#) | [Arabe](#) | [Portugais](#)

## L'approche de la campagne sur le financement intérieur « Investir pour l'avenir » : obtenir des engagements ambitieux et crédibles pour des financements plus importants et de meilleure qualité

Dans le cadre de la campagne globale « Investir pour l'avenir : l'éducation maintenant », la CME a étoffé le pilier relatif au financement intérieur en consultant ses partenaires nationaux, régionaux et internationaux.

Pour accélérer les actions en faveur de l'ODD4, nous devons à tout prix inciter les gouvernements à faire preuve d'audace dans leurs nouveaux engagements pour l'éducation. Afin d'aboutir à des résultats ambitieux et de véritables avancées dans le financement de l'ODD4, la CME appelle les pays en développement à prendre de nouveaux engagements courageux en faveur de l'éducation.

Chaque pays est différent, mais (en se fondant sur une vision large d'un ou plusieurs des 4S) tous les pays doivent s'engager à prendre au moins l'une des mesures suivantes :

- Augmenter la part de leur budget ;
- Renforcer l'équité des financements ;
- Établir des budgets plus transparents ;
- Définir clairement comment ils seront financés (p. ex par la justice fiscale).

Le rôle des citoyens et des organisations de la société civile consistera à examiner minutieusement les budgets afin de garantir que les ressources sont utilisées avec sagesse par les gouvernements. Cela veut dire que les engagements des pays en développement devront être totalement transparents et reposer sur des critères de référence solides, permettant aux organisations de la société civile (OSC) de suivre les progrès<sup>2</sup>.

La CME et ses partenaires profiteront des manifestations et des événements nationaux, régionaux et internationaux pour appeler à de nouveaux engagements ou de nouvelles promesses en faveur de l'éducation, notamment, mais pas exclusivement, avant et pendant la prochaine conférence de financement du PME.



**Pour en savoir plus,** lisez le plan de la campagne « Investir pour l'avenir » : [Anglais](#) | [Français](#) | [Espagnol](#) | [Arabe](#) | [Portugais](#)

<sup>1</sup> En utilisant le terme « progressif » associé aux dépenses pour l'éducation, la CME fait référence à une approche plaçant les plus défavorisés et les plus marginalisés au centre de toutes les dépenses et qui cible les financements de manière à renforcer l'équité dans l'éducation.

<sup>2</sup> Nous savons que des actions ciblant uniquement les gouvernements des pays en développement pour les inciter à augmenter leurs financements intérieurs ne suffiront pas à obtenir la percée financière requise pour l'ODD4. C'est pourquoi la CME appelle à de fortes actions internationales afin d'aider les pays en développement à élargir leur base d'imposition nationale.

# Les occasions d'obtenir une hausse du financement intérieur en faveur de l'éducation

La période 2017-2018 présente à la société civile quelques grandes occasions d'obtenir des engagements financiers auprès des gouvernements et des instances internationales : la campagne « Investir pour l'avenir : l'éducation maintenant » a déjà fourni son appui à plusieurs actions et événements de premier plan à l'échelon mondial et régional (voir Encadré 1). La prochaine grande occasion pour la CME et ses partenaires sera la conférence de financement du Partenariat mondial pour l'éducation. Le 2 février 2018, le Partenariat mondial pour l'éducation (PME) organisera une conférence historique de financement au Sénégal, en collaboration avec la France. Cette conférence est cruciale pour la campagne 2020 de reconstitution des ressources. C'est la première fois qu'une telle reconstitution d'un fonds mondial a lieu dans un pays en voie de développement. Ce sera une occasion unique d'obtenir de nouveaux engagements de la part des pays en voie de développement et de réclamer aux pays donateurs de nouveaux fonds pour les pays qui s'engagent à maintenir ou à augmenter leurs propres ressources nationales pour l'éducation.

Dans la suite de ce dossier, nous nous efforcerons de voir comment tirer le meilleur parti possible de cette occasion exceptionnelle, sans perdre de vue nos initiatives de plaidoyer courantes, afin que cette action ne soit pas une simple intervention ponctuelle, mais qu'elle contribue à provoquer un changement durable.



# UTILISER LA CONFÉRENCE DE FINANCEMENT DU PME COMME POINT D'APPUI DU PLAIDOYER

## La conférence de financement du PME : un point d'appui pour accélérer l'action en faveur du financement de l'ODD4

Lors de la conférence de financement du PME, tous les pays en développement partenaires seront incités à prendre un engagement en qualité de membre du Partenariat. Pour la société civile et les défenseurs de l'éducation, il s'agit d'une occasion unique de demander publiquement à leur gouvernement d'annoncer des promesses ambitieuses de financement du secteur de l'éducation entre 2018 et 2020. Si, ensemble, nous appliquons des pressions suffisamment fortes le 2 février 2018, cette journée pourrait devenir un jalon majeur sur la voie d'une véritable percée financière, marquant le début d'une transformation du droit à l'éducation pour des centaines de millions de gens dans le monde entier !

Dans tout le mouvement de la CME et au-delà, les activistes appelleront les donateurs et les pays en développement partenaires du Partenariat mondial pour l'éducation à prendre des engagements avant ou pendant la conférence de Dakar.



**EN SAVOIR PLUS :** Pour en savoir plus sur le contexte actuel du financement et les occasions d'agir, téléchargez ce court exposé de la CME intitulé « Investir pour l'avenir : financer le Partenariat mondial pour l'éducation ».

## Lier le plaidoyer dans les pays du Sud à la conférence de reconstitution des ressources du PME

Pour les coalitions du Sud, la CME a élaboré un plan de plaidoyer spécial, adapté au processus de reconstitution des ressources du PME. L'objectif est d'exploiter l'occasion unique offerte par la conférence de financement de Dakar pour pousser tous les pays en développement partenaires à prendre un engagement à l'égard de leur propre financement sur la scène publique internationale. Ce plan de plaidoyer pour les pays du Sud vise un objectif global : obtenir davantage de promesses de financement intérieur ambitieuses et crédibles, dans le plus grand nombre possible de pays en développement partenaires, avant ou pendant la conférence de financement de 2017. Ceci aidera ensuite les OSC dans les pays donateurs à obtenir des engagements plus importants pour le PME chez elles. Ce plan contient des objectifs, des cibles et des tactiques qui sont interdépendants.



**EN SAVOIR PLUS :** Pour plus d'informations, téléchargez le résumé du plan de plaidoyer pour la reconstitution destiné aux pays du Sud, préparé par le FSCE de la CME. [Anglais](#) | [Français](#) | [Espagnol](#) | [Arabe](#) | [Portugais](#)

### ENCADRÉ 2. DEMANDES POLITIQUES DE LA CME CONCERNANT LES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT INTÉRIEUR (FONDÉES SUR L'APPROCHE DES 4S VIS-À-VIS DU FINANCEMENT INTÉRIEUR)

La CME a préparé plusieurs demandes politiques à l'échelon mondial, qui devraient inspirer toutes les demandes nationales adressées aux gouvernements des pays en développement impliqués dans la conférence de financement du PME (et au-delà) :

- Prendre des engagements crédibles, accompagnés de critères de référence, en vue d'augmenter les dépenses consacrées à l'éducation conformément aux références internationales préconisant d'attribuer 4 à 6 % du PIB et/ou 15 à 20 % des dépenses publiques totales à l'éducation d'ici 2020.
- Élargir la base d'imposition de manière progressive pour atteindre un ratio recettes fiscales/PIB d'au moins 20 % (par exemple par la suppression des incitations fiscales préjudiciables, la lutte contre l'évitement fiscal et l'instauration de nouvelles taxes dédiées), et s'engager à attribuer une part équitable de ces recettes à l'éducation.
- S'assurer une solide base d'annonces de contribution, améliorer les données sur le financement de l'éducation, et produire des rapports annuels sur les progrès accomplis en regard des annonces.
- Prioriser les affectations et les dépenses des ressources de l'éducation de manière névralgique, en privilégiant l'équité et le soutien aux groupes les plus marginalisés (ou par l'établissement d'un budget plus important pour les plus pauvres).
- Renforcer la surveillance des dépenses d'éducation concrètement, éliminer le gaspillage et la corruption, notamment au travers d'initiatives citoyennes ou indépendantes de suivi budgétaire.

Le Partenariat mondial pour l'éducation a mis en place un système solide pour inciter les gouvernements des pays en voie de développement à faire des promesses crédibles de maintien ou de hausse de leurs dépenses en faveur de l'éducation pour se rapprocher du chiffre de référence de 20 % des budgets nationaux (voir l'Encadré 2 pour plus d'informations sur les cibles de la reconstitution des ressources du PME). Cette démarche est alignée sur le cadre de résultats du PME, qui engage tous les pays en développement à atteindre la cible de 20 %.

Mais nous pensons pouvoir aller encore beaucoup plus loin dans les mois à venir ; en effet, nous tenons là une occasion exceptionnelle d'exiger une action plus rapide sur l'agenda de la CME concernant le financement intérieur : par exemple, avec une action sur le financement de l'éducation par l'instauration de taxes, ainsi que sur de nouvelles allocations budgétaires.



**EN SAVOIR PLUS :** Pour en savoir plus sur le contexte politique, téléchargez le rapport de la CME « Investir pour l'avenir : financer le Partenariat mondial pour l'éducation ».

### Retenir les leçons de la conférence de reconstitution des ressources de 2014 : Pourquoi appelons-nous à des engagements « plus importants » et « de meilleure qualité » ?

Avant et pendant la conférence de Dakar, la CME appelle à des engagements plus ambitieux, tant en nombre de pays qu'en montants financiers, et plus crédibles (« de meilleure qualité »).

Nous nous fondons sur notre analyse des enseignements à retenir de la session de reconstitution des ressources du PME de 2014. En 2014, 33 pays en développement se sont engagés à investir dans l'éducation pendant quatre ans (2014-2017). La grande majorité des promesses émanait de gouvernements africains, et dans une moindre mesure d'Asie<sup>3</sup>, qui se sont engagés à augmenter leurs propres budgets d'éducation à hauteur de 26 milliards de dollars sur quatre ans, soit dix fois plus que les donateurs.

Mais, comme l'a montré une analyse mandatée par ActionAid et la CME, la plupart des promesses manquaient de détails crédibles (voir Encadré 4).

<sup>3</sup> En comparaison, seuls un pays d'Amérique latine et un pays du Moyen-Orient ont annoncé des engagements à cet égard. La liste complète des contributions des pays est disponible [ici](#).

### ENCADRÉ 3. LE PARTENARIAT MONDIAL POUR L'ÉDUCATION ET LA RECONSTITUTION DES RESSOURCES 2020

Fondé en 2002, le Partenariat mondial pour l'éducation est le seul partenariat multilatéral dans le monde qui est exclusivement dédié à l'amélioration des services d'éducation de qualité pour les enfants. Il rassemble des gouvernements, des organismes multilatéraux, des organisations internationales, des fondations, des entreprises privées et la société civile dans le but de mobiliser des ressources techniques et financières pour ceux qui en ont le plus besoin. Le PME reste intimement convaincu de l'utilité de mettre en relation les gouvernements des pays en développement avec les gouvernements des pays donateurs, la société civile, le corps enseignant et le secteur privé afin de mutualiser les ressources et les connaissances au profit de l'éducation, tant au niveau mondial que national.

#### Cibles officielles de la reconstitution des ressources 2020 du PME

Le Partenariat mondial pour l'éducation a lancé sa campagne de reconstitution des ressources avec l'objectif de réunir 2 milliards de dollars US chaque année d'ici à 2020. Pour les trois prochaines années de la période de reconstitution, entre 2018 et 2020, les demandes du PME sont les suivantes :

1. Aux gouvernements donateurs : fournir 3,1 milliards USD ;
2. Aux gouvernements des pays en développement : allouer 20 % des dépenses publiques à l'éducation ;
3. Aux fondations philanthropiques et aux donateurs privés : augmenter leurs contributions ciblées.

**L'objectif de la reconstitution des ressources du PME pour ce qui concerne le financement intérieur de l'éducation est** « de recevoir des engagements des gouvernements des pays en développement partenaires (chefs d'État, ministres de l'Éducation ou des Finances) à augmenter la part des dépenses publiques consacrée à l'éducation pour atteindre 20 % ou plus d'ici à la conférence de reconstitution des ressources début 2018 <sup>4</sup> » .

Pour plus d'informations sur le plaidoyer du PME en faveur de l'investissement : [Anglais/Français/Espagnol/Arabe/Allemand/Italien](#)

*Ce document publié par le PME n'est pas disponible en portugais.*

<sup>4</sup> Ce seuil de financement intérieur de 20 % correspond au cadre d'action Éducation 2030 qui recommande aux gouvernements d'augmenter leurs investissements dans l'éducation pour atteindre 20 % des dépenses publiques. Ce chiffre est également similaire à celui du cadre de résultats du PME (et plus précisément de l'Indicateur 10 qui suit les progrès relatifs à l'augmentation du financement intérieur de l'éducation, une condition préalable au financement du plan d'éducation d'un pays) et au modèle de financement du Partenariat. La méthodologie correspondant à l'Indicateur 10 peut être consultée ici en [anglais](#) et en [français](#).

### ENCADRÉ 4. ÉVALUATION PAR ACTIONAID ET LA CME DU SUIVI DES ENGAGEMENTS DE 2014

Au cours de la conférence de reconstitution des ressources de 2014, les pays en développement partenaires (PDP) du PME avaient fait preuve d'ambition et avaient clairement pris la tête de l'initiative. Au total, quelque 33 pays avaient promis des engagements à hauteur de 26 milliards de dollars, bien au-delà des attentes, et dix fois plus que le montant annoncé par les pays donateurs. Pourtant, les dernières analyses d'ActionAid indiquent un retard dans la réalisation des promesses de dépenses de 2014 dans de nombreux pays, et un manque de clarté des progrès dans beaucoup d'autres en raison de l'absence de références initiales crédibles.

Sur les 33 pays analysés, seuls 4 (12 %) honorent leurs engagements, tandis que 19 (58 %) sont très loin des objectifs. Dans dix cas, la situation n'est pas claire (soit parce qu'on ne dispose pas des chiffres du budget gouvernemental, soit parce que les chiffres sont contradictoires). En somme, cette analyse indique un retard dans la réalisation des promesses de dépenses de 2014 dans de nombreux pays, et un manque de clarté des progrès dans beaucoup d'autres.



**EN SAVOIR PLUS :** La liste complète des contributions des pays est disponible [ici](#).

Au cours de la conférence de reconstitution des ressources de 2014, les pays en développement partenaires (PDP) avaient fait preuve d'ambition et avaient clairement pris la tête de l'initiative. Pour la présente période de reconstitution, le PME leur demande de reprendre le flambeau et d'ouvrir la voie une nouvelle fois. Mais, afin d'éviter les problèmes mis en évidence par la CME relativement aux engagements de 2014, les promesses des PDP doivent cette fois être à la fois ambitieuses, réalistes, crédibles et traçables – les gouvernements doivent prendre des engagements qu'ils ont l'intention d'honorer pleinement et sur lesquels ils sont prêts à rendre des comptes.

En conséquence, nous demandons non seulement aux PDP de faire preuve de plus d'ambition, mais aussi de s'assurer qu'ils seront en mesure de démontrer leurs progrès, annuellement, pendant toute la période de l'engagement.



**EN SAVOIR PLUS :** Un rapport récent mandaté par la CME « Augmenter le financement mondial de l'éducation : Engagements courageux et crédibles à réaliser un changement durable » analyse les promesses de 2014 et détaille les mesures nécessaires pour obtenir des promesses plus crédibles. [Anglais](#) | [Français](#) | [Espagnol](#) | [Arabe](#) | [Portugais](#)

Un tableau résumant les contributions de 2014 des pays est disponible [ici](#).

### Former un tout cohérent : notre approche de campagne et la Convention des OSC sur le financement national de l'éducation.

La CME et ses membres ont travaillé avec d'autres acteurs de la société civile en vue de créer une approche de campagne solide autour du financement national, partagée avec toutes les OSC dans le monde. Cette approche se fonde sur notre analyse de la conférence de reconstitution des ressources de 2014, sur notre propre agenda vis-à-vis du financement intérieur à l'échelon mondial et sur l'approche du PME.

**La Convention sur le financement national de l'éducation** propose une approche commune pouvant être utilisée par toutes les OSC qui cherchent à influencer sur la prochaine conférence de financement du PME. Elle sera lancée le 2 novembre 2017 – 3 mois avant la Conférence sur le financement du PME à Dakar – pour aider les acteurs de la société civile à galvaniser l'action sur le financement national de l'éducation de la part des gouvernements des pays en voie de développement, en se servant de la reconstitution des ressources du PME 2020 comme d'une opportunité clé. La convention expose la manière dont les activistes de la société civile peuvent s'unir autour d'un plan en dix points pour appeler les gouvernements des pays en développement à réaliser des avancées significatives pour augmenter le financement de l'éducation à leur propre niveau :

**1. Faire des promesses rapidement :** avant la date de la reconstitution des ressources du PME du 2 février, pour

susciter des engagements plus importants de la part des donateurs. Les gouvernements des pays en voie de développement peuvent faire preuve d'un leadership dynamique et stimulant au travers de leurs propres engagements de financement de l'éducation, puis en appelant les donateurs à poursuivre leurs efforts.

**2. Approuver les engagements au plus haut niveau :** le PME s'adresse à la fois aux ministres de l'Éducation et aux ministres des Finances, car leur soutien à tous deux est (souvent) essentiel au moment de l'établissement des budgets. Nous espérons aussi un appui politique au plus haut niveau pour éviter le manque de crédibilité mis en lumière dans notre analyse des promesses de 2014. L'idéal serait que les engagements reçoivent l'approbation des chefs d'État et des ministres des Finances, preuves d'un appui politique sérieux. Les engagements doivent être explicites dans les documents concernés des budgets annuels et des dépenses à moyen terme des prochaines années, pour faciliter leur examen par les parlementaires et les OSC.

**3. Annoncer les engagements au niveau national en premier :** les nouveaux engagements financiers pour l'éducation doivent être d'abord entendus par les citoyens du pays avant de prendre la forme de promesses officielles auprès du PME. Le contexte de la conférence de financement du PME offre un motif réel aux pays pour faire des promesses à ce moment, mais les annonces doivent être faites au niveau des parlements nationaux et dans les médias du pays, car elles intéresseront finalement d'abord les électeurs et les citoyens du pays.

**4. Assurer la crédibilité des engagements :** avec des données de référence claires, des objectifs précis et un engagement à assurer le suivi et à produire des rapports au fil du temps de façon totalement transparente.

**5. Augmenter la part du budget consacrée à l'éducation :** conformément au Cadre d'action Éducation 2030 et à la référence/à l'exigence du PME, les pays doivent promettre de maintenir leur part budgétaire à 20 % au moins ; si les dépenses actuelles sont inférieures, la promesse doit comprendre des étapes ambitieuses pour augmenter la part du budget national consacrée à l'éducation.

**6. Augmenter la taille globale des budgets :** pour les pays qui consacrent déjà 20 % du budget à l'éducation, les engagements de financement de l'éducation pourraient être faits sous forme d'étapes ambitieuses pour développer les recettes nationales grâce à une action visant à élargir la base d'imposition de façon progressive (en ciblant un rapport recettes fiscales/PIB d'au moins 20 %). Ceci pourrait être atteint par exemple en mettant fin à ce que le FMI appelle des « incitations fiscales préjudiciables », en supprimant les échappatoires fiscales, en remettant en question l'évitement

fiscal agressif ou en introduisant de nouvelles taxes dédiées à l'éducation.

**7. Augmenter la sensibilité des budgets :** en plus des promesses d'augmentation des ressources, les pays pourraient s'engager à dépenser leurs budgets d'éducation avec une plus grande attention à l'équité, l'inclusion et la qualité, le tout en augmentant les dépenses consacrées à l'éducation de base, notamment l'éducation préscolaire, et en ciblant les dépenses sur ce qui fonctionne vraiment par rapport à l'éducation des filles et l'inclusion des enfants handicapés, issus de minorités ethno-linguistiques, vivant en situation de pauvreté, déscolarisés ou touchés par les conflits.

**8. Renforcer la surveillance budgétaire :** trop souvent, les fonds affectés à l'éducation ne sont pas dépensés pour l'éducation ou n'arrivent pas en première ligne dans les écoles. Une action visant à veiller à ce que les budgets soient transparents et les fonds contrôlés de façon indépendante (notamment avec l'aide de la société civile) peut aider à veiller à ce que les nouvelles ressources soient transformées en réelles prestations sur le terrain. La principale responsabilité de l'utilisation effective des fonds doit toujours être celle des gouvernements envers leurs propres citoyens.

**9. Contribuer à la voix collective pour l'éducation :** nous exhortons les gouvernements des pays en voie de développement à utiliser tous les forums sous-régionaux, régionaux ou internationaux pour se réunir et exprimer leur soutien à l'égard d'un investissement plus important dans l'éducation, en lançant un appel collectif aux donateurs pour qu'ils honorent leur part de la convention du PME.

**10. Rejoindre l'appel collectif à des réformes fiscales mondiales :** ces règles fiscales mondiales sont actuellement définies par l'OCDE et favorisent les nations plus riches. Les appels à l'établissement d'un organe intergouvernemental démocratique, disposant de toutes les ressources et du pouvoir nécessaires pour fixer des règles fiscales mondiales et les faire appliquer, se font de plus en plus pressants. Les pays en voie de développement qui donnent la priorité de leurs dépenses à l'éducation dans leurs propres budgets nationaux gagneront beaucoup à adopter une position collective pour demander une évolution mondiale sur la justice fiscale. C'est pourquoi les OSC continueront à agir à l'échelon mondial, bien après la reconstitution des ressources.



**EN SAVOIR PLUS :** Lire l'intégralité de la Convention sur le financement national.

[Anglais](#) | [Français](#) | [Espagnol](#)  
[Arabe](#) | [Portugais](#)

### ENCADRÉ 5. OBTENIR DES CHANGEMENTS À LONG TERME POUR CRÉER UNE PERCÉE FINANCIÈRE ET ACCROÎTRE LES RESSOURCES INTÉRIEURES DÉDIÉES À L'ÉDUCATION – AVANT ET APRÈS LA RECONSTITUTION DES RESSOURCES

Il est indéniable que la conférence de Dakar constitue une occasion unique de mobiliser de nouveaux engagements de financement de l'éducation. Mais il faut absolument éviter de considérer les activités de la société civile pour la conférence de reconstitution comme un événement isolé. Au contraire, il faut les relier aux efforts permanents menés plus largement pour augmenter le financement, avant, pendant et après la conférence de Dakar. La CME encourage les acteurs des OSC, en particulier les coalitions nationales, à aller au-delà de la conférence de Dakar dans leur planification en insistant sur trois points (parmi d'autres) :

- 1. Déterminez vos propres périodes nationales propices pour poursuivre vos actions en faveur des objectifs plus larges du pilier consacré au financement intérieur dans la campagne «Investir pour l'avenir : l'éducation maintenant»** (voir plus haut le paragraphe 1.2). Plus précisément, nous cherchons à intégrer le plaidoyer auprès des pays en développement pour la reconstitution des ressources avec notre travail permanent de plaidoyer sur le financement intérieur, en utilisant la reconstitution des ressources comme point d'appui pour accélérer l'évolution des objectifs de plaidoyer sur le financement intérieur propres aux coalitions nationales de la CME. Ainsi, toutes les campagnes associées à la conférence de financement du PME devraient reposer sur des plans et des objectifs de plaidoyer préexistants. Les campagnes menées avant, pendant et après la conférence de financement devraient également être liées aux objectifs de plaidoyer à long terme et devraient, idéalement, se servir de points d'appui nationaux tels que les débats parlementaires sur le budget national ou les discussions à propos des réformes fiscales.
- 2. La surveillance permanente des promesses annoncées lors de la conférence de Dakar sera cruciale pour leur concrétisation.** Les promesses annoncées lors de la conférence de Dakar doivent faire l'objet d'une surveillance étroite par les OCS pour amener les gouvernements à rendre compte de leur mise en œuvre pendant toute la durée de l'engagement. Le processus de 2014 a pêché par son incapacité à effectuer un suivi efficace, ce qui a entravé la capacité des OSC à contrôler et suivre les promesses. La CME est déterminée à poursuivre son travail après la conférence du PME en février en vue d'aider toutes les OSC à suivre les engagements pris à Dakar. Comme le souligne l'approche des 4S vis-à-vis du financement intérieur, les promesses devront reposer sur des données transparentes (voir paragraphe 3.3 ci-dessous).
- 3. Étendre le plaidoyer sur le financement intérieur au-delà des pays en développement partenaires du PME et cibler au-delà du PME.** Le Partenariat mondial de l'éducation rassemble 65 pays à revenu faible et intermédiaire qui, collectivement, représentent la plupart des pays à revenu particulièrement faible, présentant les lacunes les plus sévères en matière d'éducation de base de qualité pour tous<sup>5</sup>; mais cela ne suffit pas à assurer une véritable percée du financement intérieur dans tous les pays où cela serait nécessaire. C'est pourquoi la CME continue à élargir la campagne « Investir pour l'avenir » au-delà des seuls pays partenaires du PME et d'y inclure d'autres cibles nationales et régionales dans le cadre d'un agenda plus large de changement de politique. Nous sommes persuadés que nous sommes plus forts quand nous menons campagne ensemble ; nous continuerons donc à déterminer les moments de la campagne collective où nous pourrions nous rassembler au plan régional ou international tout au long de l'année 2018, après la conférence de financement du 2 février. Nous invitons tous nos partenaires régionaux et nationaux à travailler ensemble à l'échelon national, régional et international pour aider les gouvernements de tous les pays en développement à honorer leurs engagements nationaux supplémentaires en matière de financement de l'éducation. Nous poursuivrons également l'élargissement de nos partenariats afin de pouvoir plaider pour la justice fiscale en vue de mobiliser davantage de ressources nationales (à consacrer à l'éducation).

<sup>5</sup> Pour en savoir plus sur le cadre d'attribution du PME et la sélection des pays, consultez la page <http://www.globalpartnership.org/fr/funding>.

# PLANIFIER VOTRE PROPRE CAMPAGNE : GUIDE DÉTAILLÉ ET OUTILS

Nous allons maintenant voir comment mettre concrètement en œuvre la campagne « Financer l’avenir : l’éducation maintenant ». Ce ne sont que des suggestions en vue d’aider les activistes de la société civile à établir leurs plans de campagne; nous sommes conscients de la nécessité de déterminer une approche unique propre à chaque contexte, mais nous espérons néanmoins que certaines idées proposées ci-dessous vous seront utiles pour planifier vos campagnes nationales.

**3.1 Organiser une réunion – avec un maximum d’alliés qui soutiennent l’éducation publique gratuite, inclusive, équitable et de qualité ! – pour préparer le plan de votre campagne d’influence sur les promesses nationales.** Pour exercer une influence sur les décideurs gouvernementaux au plus haut niveau (comme indiqué dans la Convention en dix points sur le financement national de l’éducation), les stratégies nationales doivent déployer des tactiques intelligentes. Dans un premier temps, la CME encourage toutes les coalitions d’OSC à lancer un appel à une campagne nationale « Investir pour l’avenir : l’éducation maintenant » en vue de déterminer les occasions et les tactiques à exploiter. Plus la base d’acteurs de la société civile impliqués dans la campagne sera large et plus la voix des OSC sera unie, plus nous aurons de chances d’obtenir des promesses ambitieuses et crédibles. La CME appelle donc les coalitions nationales et ses alliés nationaux à organiser une réunion de planification avec une variété d’acteurs, y compris des nouveaux alliés et des acteurs qui partagent la même vision de la réalisation du droit à l’éducation de qualité. Il est essentiel d’impliquer

les syndicats d’enseignants et le plus grand nombre possible d’OSC nationales (en établissant de nouvelles alliances avec, par exemple, les membres de la campagne pour la justice fiscale). Plusieurs ONG internationales se sont déjà engagées à soutenir le travail national et ce type de réunions de planification. Renseignez-vous pour savoir lesquelles sont activement impliquées dans votre pays ! Il est tout aussi crucial de mobiliser la jeunesse dans la campagne et nous encourageons toutes les coalitions à profiter de cette occasion pour intégrer de jeunes activistes dans la campagne. Enfin, il faut réfléchir aux soutiens potentiels à votre plaidoyer au-delà la société civile : il y a peut-être des journalistes, des membres des GLPE<sup>6</sup> ou des parlementaires qui pourraient appuyer votre appel ?

**OBTENIR DE L’AIDE :** La CME a commencé à constituer une liste des ONGI et des acteurs nationaux susceptibles de rejoindre les campagnes (sans en être déjà membres au plan national). Pour obtenir plus d’informations sur les acteurs qui prévoient d’agir dans votre pays, contactez [campaigns@campaignforeducation.org](mailto:campaigns@campaignforeducation.org).

**3.2 Comprendre la demande adressée à votre gouvernement par le PME afin de documenter votre propre promesse des OSC. Pour apporter leur contribution personnelle avant la conférence de Dakar, tous les partenaires sont invités par le Secrétariat du PME à préparer un engagement.** S’agissant des pays en développement partenaires, le PME a mis en place un système solide pour encourager les gouvernements des pays en voie de développement à faire des promesses crédibles de maintien ou de hausse de leurs dépenses en faveur de

<sup>6</sup> Au plan national, dans le cadre du PME, tous les partenaires de l’éducation sont réunis au sein d’un groupe collaboratif, le groupe local des partenaires de l’éducation (GLPE), dirigé par le ministère de l’Éducation. Le GLPE participe à l’élaboration, à la mise en œuvre, au suivi et à l’évaluation des plans et des programmes du secteur éducatif.

## CHAPITRE 3

l'éducation pour se rapprocher du chiffre de référence de 20 % des budgets nationaux. Cette démarche est alignée sur les engagements du cadre de résultats du PME concernant les cibles de financement pour les pays en développement. Le PME demandera à tous les gouvernements de s'engager, au minimum, à travailler en vue de satisfaire à l'Indicateur 10 de son cadre de résultats (voir le paragraphe 1.4 ci-dessus), qui appelle tous les gouvernements à déployer des efforts pour allouer 20 % de leur budget à l'éducation d'ici à 2020. Le Secrétariat du PME a transmis aux PDP une trousse d'engagement de financement intérieur. Elle est accompagnée d'une note technique sur la méthodologie de l'indicateur 10. **Il importe que tous les plaidoyers des OSC prennent en compte les demandes formulées par le PME aux PDP, à la fois pour renforcer l'action du PME et pour élever encore le niveau d'ambition au travers d'un plaidoyer des OSC pour des engagements crédibles.** Mais n'oubliez pas qu'en tant qu'OSC, nous voulons aller plus loin et viser un niveau d'ambition encore plus élevé !



**EN SAVOIR PLUS :** Découvrez en détail la méthodologie du Partenariat mondial pour les engagements du cadre de financement/de résultats, ou ses propres plans de reconstitution des ressources dans les matériels produits par le PME à l'intention des OSC.

Dossier d'information :

[Anglais](#) | [Français](#)

*Pas d'autres langues de traduction*

Microsite de ressources :

[Anglais](#) | [Français](#) | [Espagnol](#) | [Arabe](#)

*Non traduit en portugais*

**3.3 Exiger une promesse ambitieuse et crédible :** préparez votre propre demande d'engagement au nom de la société civile ! Les OSC peuvent jouer un rôle actif pour influencer la promesse de contribution de leur gouvernement à la reconstitution des ressources, en y ajoutant une dose supplémentaire d'ambition et de crédibilité de sorte à obtenir des engagements « plus importants » et « de meilleure qualité ». Il est prévu que chaque coalition membre de la CME définisse des demandes spécifiques crédibles, réalistes et néanmoins ambitieuses. Ces demandes doivent être déterminées par la situation, adaptées au contexte et aux occasions politiques à l'échelon national tout en étant intégrées aux revendications habituelles des OSC nationales dans le domaine du financement intérieur et associées à toutes les occasions d'obtenir une hausse du financement intérieur dans chaque contexte ; de plus, l'obtention d'engagements « plus importants » et « de meilleure qualité » repose sur des demandes aux gouvernements qui soient réalisables dans les quatre prochaines années, plutôt qu'associées exclusivement à la reconstitution des ressources. Les coalitions pourront utiliser l'approche des 4S (voir Encadré 2) pour choisir ce qui leur paraît le plus approprié dans leur contexte. Dans certains cas par exemple, les gouvernements devront augmenter la part de leur budget dédiée à l'éducation ; ailleurs, ils devront énoncer explicitement comment ils comptent financer la hausse des investissements dans l'éducation (par ex. avec une nouvelle taxe dédiée), etc. Cela permet d'établir les demandes d'engagement national des OSC « à la carte », en relevant et en sélectionnant ce qui est le plus approprié dans votre contexte, en vous inspirant des exemples de demandes d'engagement des OSC nationales proposés dans l'Encadré 6.

**Il est indispensable de fixer un chiffre de référence crédible dès le départ, pour que les OSC soient en mesure de contrôler, suivre et examiner de près la mise en œuvre des engagements pendant les quatre années couvertes par la promesse.** La société civile doit dialoguer avec le gouvernement au cours de son propre processus de définition des promesses afin de vérifier l'existence de données de référence solides, tenant compte de la situation actuelle et des dernières tendances, et de proposer un « parcours » réalisable au cours des années à venir.



## ENCADRÉ 6. EXEMPLES DE DEMANDES FORMULÉES PAR DES OSC DANS DIFFÉRENTS CONTEXTES

**En Éthiopie, Basic Education Network** a préparé des demandes en lien avec son plaidoyer actuel sur le financement :

- Plaider pour des taxes dédiées à l'éducation en vue de financer de nouveaux engagements :
  - 5 % de la taxe appliquée aux industries extractives ;
  - 1 % de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ;
  - 1 % du secteur des télécoms.
- Faire pression sur les multinationales afin qu'elles paient leur juste part fiscale.
- Proposer au gouvernement éthiopien de créer un fonds fiduciaire de l'éducation pour gérer toutes les nouvelles sources de financement de l'éducation proposées.

**La coalition de l'éducation du Zimbabwe ECOZI** (*Education Coalition of Zimbabwe*) fait campagne pour la gratuité de l'enseignement primaire au Zimbabwe et pour que le gouvernement respecte l'allocation de 20 % (ou plus) du budget national à l'éducation.

**La Coalition nationale pour l'éducation pour tous du Burkina Faso** exige une allocation de 5 % du PIB pour l'éducation.

**La coalition népalaise** (*National Campaign for Education Nepal*) demande au gouvernement de consacrer au moins 20 % du budget national et 6 % du PIB au secteur éducatif.

**La coalition albanaise** (*Albanian Coalition for Child Education*) a lancé une campagne « 6 % pour l'éducation » visant à augmenter le pourcentage du PIB attribué à l'éducation.

Au **Nicaragua**, où l'allocation à l'éducation est déjà élevée, à 7 % du PIB, l'initiative du Forum de l'éducation et du développement humain se concentre sur l'examen minutieux des budgets, pour s'assurer que les dépenses sont appropriées et correctement comptabilisées.

**OBTENIR DE L'AIDE :** *La Campagne mondiale pour l'éducation a rassemblé ses propres données pour servir de références aux coalitions nationales. Nous savons que beaucoup de coalitions nationales de l'éducation recueillent et analysent des informations au sujet des allocations budgétaires dans leur pays. Pour les autres, nous avons constitué une base de données des niveaux actuels de dépenses dans chaque pays en pourcentage des dépenses budgétaires et du PIB ; elle contient également des renseignements sur les ratios recettes fiscales/PIB qui appuieront les campagnes en faveur d'une augmentation des recettes dédiées à l'éducation (selon les demandes politiques énoncées dans l'Encadré 2, y compris le respect d'un ratio minimum de recettes fiscales/PIB égal à 20 %). Vous trouverez tous les détails [ici](#) et sur le site Internet [Fund the Future](#). Pour de plus amples informations, adressez-vous à [campaigns@campaignforeducation.org](mailto:campaigns@campaignforeducation.org)*

### 3.4 Construire une demande d'engagement simple

**et unifiée au nom de la société civile.** L'influence sur l'engagement du gouvernement à l'égard de la reconstitution des ressources 2020 du PME dépendra beaucoup de la précision du ciblage de la demande présentée par les OSC à leur gouvernement. Elle sera également renforcée si des OSC très diverses – coalitions de l'éducation, mouvements de jeunesse, ONGI et syndicats d'enseignants – s'unissent pour établir une position commune des OSC. Une demande simple et claire, étayée par des données probantes solides et soutenue par un large consensus au sein de la société civile, a de bonnes chances d'aboutir.



**TÉLÉCHARGER L'OUTIL :** Pour aider les coalitions dans cette tâche, la CME a préparé un modèle de « promesse crédible » sur deux pages :

[Anglais](#) | [Français](#) | [Portugais](#)  
[Espagnol](#) | [Arabe](#)

## CHAPITRE 3

Cet outil de plaidoyer simple est destiné à être utilisé par les OSC pour préparer un engagement simple à approuver. Nous avons ajouté des informations sur les contributions de 2014 et des chiffres de référence pour chaque pays pour lequel des données sont disponibles. Les pays pourront utiliser ces informations à leur guise, en supprimant celles qui ne leur conviennent pas et en ajoutant leur propre demande d'engagement au nom des OSC. Nous avons préparé des modèles d'engagements nationaux accompagnés de données et d'analyses nationales pour les pays où on disposait de données suffisantes. Vous pouvez les trouver ici :



[Anglais](#) | [Français](#) | [Portugais](#)  
[Espagnol](#) | [Arabe](#)

Si vous avez besoin d'aide pour compléter ces documents, envoyez un e-mail à : [campaigns@campaignforeducation.org](mailto:campaigns@campaignforeducation.org)

**3.5 Choisir vos cibles et organiser des réunions de pression à haut niveau avec les acteurs clés.** Après avoir déterminé et formulé un ensemble de demandes claires, il convient de les communiquer aux cibles de votre plaidoyer. Le Secrétariat du Partenariat mondial pour l'éducation contactera les PDP dans les prochains mois pour négocier leurs engagements. Le PME a déjà envoyé une lettre accompagnée d'un « modèle d'engagement » à tous ses contacts des PDP (pour obtenir la liste complète des contacts nationaux des PDP, [cliquez ici](#)), ainsi qu'au ministère des Finances et au ministère de l'Éducation. Il faut indiquer dans le modèle d'engagement les dépenses réelles de l'éducation en 2014-2016 (pour servir de références) ainsi que les projections budgétaires pour 2017-2020 (qui définiront les nouveaux engagements) avant la tenue de la conférence de reconstitution des ressources du PME (mais les engagements ne seront rendus publics que pendant la conférence). Puisque ces négociations se déroulent actuellement, le moment est idéal pour contacter ces cibles et entreprendre de les influencer.



**TÉLÉCHARGER L'OUTIL :** [Télécharger et adapter le modèle de lettre de pression/de plaidoyer préparé par la CME.](#) Veuillez à joindre votre demande d'engagement au nom des OSC pour la reconstitution.

### 3.6 Mener des activités pour maintenir la pression, par exemple en prévoyant un événement de « lancement » des engagements de reconstitution des ressources.

Complétez votre travail de plaidoyer par des actions publiques créatives, des articles d'opinion, des blogs et des publications dans les médias sociaux afin de sensibiliser l'opinion publique et de renforcer la pression pour que des personnalités de haut rang s'engagent à approuver la promesse du gouvernement. La mobilisation publique permet d'attirer l'attention sur la conférence de financement du PME et de faire pression sur les niveaux les plus élevés du gouvernement pour qu'ils appuient et approuvent la promesse. Pour intensifier la pression dans les semaines précédant la conférence, vous pouvez également organiser un événement médiatique pour dévoiler les demandes des OSC juste avant la tenue de la conférence, mettre en place une manifestation de « lancement » ou encore publier un communiqué de presse. Nous avons préparé une gamme d'outils pour les médias sociaux dans ce sens. Si nous voulons mettre à exécution certains appels à l'action figurant dans la convention sur le financement national, y compris pour obtenir des promesses au plus haut niveau et des engagements précoces des pays, la pression de l'opinion avant le sommet sera cruciale ! La CME informe aussi les coalitions du Sud qui souhaitent assister au sommet de Dakar – éventuellement avec la délégation gouvernementale de leur pays – que nous prévoyons d'organiser nos propres événements immédiatement avant et pendant le sommet. Si votre coalition est intéressée, veuillez nous contacter.



**TÉLÉCHARGER L'OUTIL :** [Télécharger un modèle de communiqué de presse à utiliser et adapter selon votre contexte.](#)

# MESSAGES CLÉS

Ces messages reprennent les demandes centrales de la campagne. Vous pourrez les utiliser dans les supports promotionnels, les communiqués de presse, les courts documents de plaidoyer et d'autres outils de communication « percutants » que vous prévoyez de créer. Ils peuvent être raccourcis pour les réseaux sociaux.

Ils portent aussi sur les données et les demandes à l'échelon régional et mondial. Utilisez les outils fournis ailleurs dans ce dossier pour personnaliser les messages en fonction de votre public local ou national.

- L'éducation est le moyen essentiel pour réaliser l'ensemble du programme de développement durable 2030, et créer un monde de dignité, de justice, de prospérité et de paix.
- Deux ans après la mise en œuvre de l'engagement mondial en faveur d'une éducation inclusive, équitable et de qualité et de possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous d'ici à 2030, il est alarmant de constater qu'on est très loin d'atteindre les objectifs éducatifs.
- Selon les projections actuelles, la promesse de l'Éducation 2030 ne sera pas concrétisée avant 2084 – avec plus de 50 ans de retard. Aujourd'hui, on sait que 42 % des enfants africains décrocheront avant la fin de leur scolarité, et que seulement la moitié des enfants dans le monde auront accès à des écoles secondaires. Le temps est venu de mettre un terme à cette crise de l'éducation.
- Pour que la promesse de l'Éducation 2030 devienne une réalité, il faut un tournant radical du financement de l'éducation.
- Selon le rapport mondial de suivi de l'éducation (RMS), il faudra au total 340 milliards de dollars par an pour mettre en place l'éducation préprimaire, primaire et secondaire universelle – de bonne qualité – dans les pays à revenu faible et intermédiaire (tranche inférieure). Pour parvenir, les pays à revenu faible devront consacrer 6,56 % du PIB à l'éducation ; mais même ainsi, un déficit de financement de 39 milliards de dollars subsistera.
- L'aide est indispensable pour combler les 39 milliards de dollars de déficit de financement à court terme, surtout dans les pays à revenu faible. Or, des analyses récentes montrent que l'aide à l'éducation stagne depuis 2010 et qu'elle n'est pas suffisamment dirigée vers les pays qui en ont le plus besoin, ce qui assombrit les perspectives de réaliser les objectifs mondiaux de l'éducation.

## CHAPITRE 4

- La stagnation de l'aide s'accompagne aussi d'un niveau de priorité insuffisant accordé à l'éducation dans les budgets nationaux. Le financement intérieur constitue de loin la principale source de financement de l'éducation de qualité qui est durable à long terme. Le rapport de la Commission pour l'éducation estime que le financement de l'éducation doit augmenter régulièrement et passer de 1,2 milliard à 3 milliards USD d'ici à 2030, avec plus de 97 % des ressources provenant des budgets intérieurs des pays à revenu faible et intermédiaire eux-mêmes.
- La CME a lancé la campagne « Investir pour l'avenir : l'éducation maintenant » avec les mots-clés #FUNDTHEFUTURE #EDUCATIONNOW, et publié un appel mondial à l'action encourageant les gouvernements, les donateurs et la communauté internationale à travailler ensemble pour :
  1. augmenter les ressources intérieures ;
  2. augmenter les contributions bilatérales et multilatérales ;
  3. lancer une action mondiale pour la réforme des systèmes d'imposition et la justice fiscale.
- Début 2018, au seuil de la troisième année de mise en œuvre de l'ODD, nous aurons une occasion unique de commencer à inverser la crise de l'éducation lors de la conférence de financement du Partenariat mondial pour l'éducation (PME). Le Partenariat mondial pour l'éducation souhaite obtenir 2 milliards de dollars par an de la part des donateurs d'ici à 2020.



**Vous trouverez [ici](#) une série de messages clés élaborés par la CME, à utiliser dans les médias sociaux ou à partager directement sur Facebook et Twitter. Vous pouvez aussi télécharger les ressources [ici](#).**

# IDENTITÉ DE LA CAMPAGNE ET Outils POUR LES MÉDIAS SOCIAUX

## Informations sur l'identité de la campagne et ressources

En 2011, la CME a créé l'identité de la campagne « Investir pour l'avenir : les droits à l'éducation, maintenant » à l'occasion de la première reconstitution des ressources du Partenariat mondial pour l'éducation. Cette identité a été revue en 2014 pour la seconde reconstitution des ressources, puis en 2016 pour la Semaine mondiale d'action pour l'éducation de la CME. En nous fondant sur les commentaires de nombreux membres, et afin d'assurer la continuité du travail de la CME et ses membres autour du financement, nous avons décidé de conserver cette identité, en l'adaptant légèrement pour refléter l'appel à l'action de 2017.

Le slogan de la campagne est le suivant : « **Investir pour l'avenir : l'éducation maintenant** ». Le logo initial a été modifié en conséquence, et peut être téléchargé dans toutes les langues officielles de la CME [ici](#).



Les ressources fournies par la CME à ses membres comportent ce logo ainsi que celui de la CME. Mais les membres n'ont aucunement l'obligation de les utiliser en permanence, en particulier s'il leur paraît plus avisé d'utiliser

des logos nationaux ou régionaux dans leurs activités de plaidoyer. C'est pourquoi, pour faciliter leur adaptation aux contextes nationaux, la plupart des ressources contenues dans ce dossier sont au format Word.

## Ressources pour les médias sociaux

Nous vous proposons une sélection de ressources visuelles à utiliser sur vos propres plateformes de médias sociaux, et que les sympathisants individuels et le grand public utiliseront également, nous l'espérons. Vous pouvez télécharger le dossier correspondant [ici](#).

*Les versions en français, espagnol, portugais et en arabe suivront.*

Ces ressources sont aussi accessibles au public [ici](#). Ce lien renvoie vers des tweets et des publications Facebook qui peuvent être partagés directement depuis le site Internet Fund the Future.

## Mots clés (hashtags)

Pour son travail autour du financement, la CME utilisera les mots-clés suivants :

[#FundTheFuture](#) | [#EducationNow](#) | [#TaxJustice](#)

En général, nous utiliserons ces termes en anglais, mais si vous préférez utiliser une traduction, parlez-en au Secrétariat de la CME ([campaigns@campaignforeducation.org](mailto:campaigns@campaignforeducation.org)).

Nous utilisons aussi le mot-clé du PME :

[#FundEducation](#)

### Comptes Twitter utiles

- En 2013, le #Senegal a perdu 1,1 md USD de taxes. 20% de cette somme suffiraient à scolariser tous les enfants en primaire. #EducationNow
- 20% du PIB des pays doivent venir de la fiscalité. En #SierraLeone juste 11% en 2016. #TaxJustice for #EducationNow [www.fund-the-future.org](http://www.fund-the-future.org)
- Les pertes fiscales du #Kenya sont env. 1,1 md USD p/an, 3x le budget de l'#education. #TaxJustice for #EducationNow [www.fund-the-future.org](http://www.fund-the-future.org)
- L'#education est l'assurance d'un monde de dignité, de justice, de prospérité, de paix. #EducationNow #FundTheFuture [www.fund-the-future.org](http://www.fund-the-future.org)
- Projections de l'#education: l'#Education2030 ne sera pas réalisée avant 2084. Il faut des fonds! #EducationNow [www.fund-the-future.org](http://www.fund-the-future.org)
- À ce jour, 42% des enfants africains décrocheront avant la fin de la scolarité. Il faut investir pour l'avenir. #FundTheFuture #EducationNow
- Seuls 50% des enfants du monde iront dans le secondaire. Il faut investir pr l'avenir. #FundTheFuture #EducationNow. [www.fund-the-future.org](http://www.fund-the-future.org)
- #Tax funds #teachers & #schools. Règles fiscales injustes, évasion et paradis fiscaux. Besoin de justice fiscale. #TaxJustice #EducationNow

### Comptes Twitter utiles

Voici une liste de comptes Twitter à suivre ou à qui envoyer des tweets directement depuis vos comptes.

**Dirigeants mondiaux 2017 :** <https://twitter.com/globaleducation/lists/world-leaders-2017/members>  
*Cette liste établie par la CME est plus à jour que la liste officielle des dirigeants mondiaux fournie par Twitter et comprend des personnalités des Nations Unies et d'autres acteurs clés. Elle n'est pas exhaustive.*

**Membres de la CME :** <https://twitter.com/globaleducation/lists/gce-members/members>  
*Cette liste répertorie les membres mondiaux et régionaux, les bureaux nationaux des membres internationaux et certaines personnes individuelles clés. Elle n'est pas exhaustive.*

**Membres nationaux de la CME :** <https://twitter.com/globaleducation/lists/gce-national-members/members>  
*Cette liste répertorie les comptes des organisations et les comptes gérés par des personnes individuelles au sein des coalitions. Elle n'est pas exhaustive.*

**Défenseurs individuels de l'éducation :** <https://twitter.com/globaleducation/lists/education-individuals/members>  
*Cette liste répertorie des personnes individuelles qui envoient des tweets à propos de l'éducation. Il faut noter que la CME ne soutient pas nécessairement les opinions des personnes individuelles figurant dans cette liste. Elle n'est pas exhaustive.*

**Organisations de défense de l'éducation :** <https://twitter.com/globaleducation/lists/education-orgs/members>  
*Cette liste répertorie des organisations qui envoient des tweets à propos de l'éducation, mais qui ne sont pas membres de la CME. La CME ne soutient pas nécessairement les opinions des personnes individuelles figurant dans cette liste. Elle n'est pas exhaustive.*

**Ministres de l'Éducation :** <https://twitter.com/globaleducation/lists/education-ministers/members>  
*Cette liste répertorie des ministres, des ministères et des fonctionnaires de haut rang impliqués dans l'éducation. Elle n'est pas exhaustive.*

**Ministres des Finances :** <https://twitter.com/globaleducation/lists/finance-ministers/members>  
*Cette liste répertorie des ministres, des ministères et des fonctionnaires de haut rang impliqués dans les finances. Elle n'est pas exhaustive.*

**Ministres du Développement :** <https://twitter.com/globaleducation/lists/development-ministers/members>  
*Cette liste répertorie des ministres, des ministères et des fonctionnaires de haut rang impliqués dans la coopération au développement. Elle n'est pas exhaustive.*





INVESTIR POUR  
**L'AVENIR**  
ÉDUCATION MAINTENANT

CAMPAGNE MONDIALE POUR  
**l'ÉDUCATION**  
[www.campaignforeducation.org](http://www.campaignforeducation.org)